

Sept jours de grève générale des raffineries Total, victoire des Philips à Dreux, grèves offensives pour l'emploi et les salaires, poursuite de la grève des ouvriers sans-papiers...

Le retour des luttes ouvrières de portée nationale remet à l'ordre du jour le combat pour un affrontement d'ensemble contre le patronat et Sarkozy !

Cette fois, il faut œuvrer sans attendre à la convergence des luttes par l'auto-organisation, la coordination nationale des travailleurs mobilisés et le front unique des organisations ouvrières

Avec la crise et les licenciements, le retour des luttes du prolétariat industriel avait marqué le premier semestre 2009, dynamisé par la mobilisation de plusieurs millions de travailleurs lors des grandes manifestations et la grève générale antillaise. Des combats ouvriers de portée nationale (Caterpillar, Continental, Goodyear, Molex, New Fabris, Freescale...) avaient frappé les esprits, avec des actions radicales, comme les séquestrations de patrons ou l'action contre la sous-préfecture de Compiègne, mais aussi des limites programmatiques (revendication de meilleures indemnités de licenciements dans la plupart des cas) et stratégiques (isolement des luttes, tentatives trop timides et trop tardives de coordination). Cela avait abouti généralement à des défaites au-delà des augmentations d'indemnités¹. Depuis la rentrée, de nombreuses luttes ouvrières ont eu lieu, confirmant une combativité potentiellement dangereuse pour la bourgeoisie, mais elles sont restées dispersées et la plupart n'ont pas eu d'audience nationale².

En revanche, ce début d'année 2010 est marqué à la fois par un début de retour de luttes ouvrières de portée nationale et par une inflexion dans la nature même de ces luttes, qui tendent à devenir plus offensives ou à se radicaliser politiquement. Si cette tendance se confirme, cela pourrait annoncer un changement important dans la situation.

Après leur expérience sans précédent de production sous contrôle ouvrier, les travailleurs de Philips à Dreux remportent une victoire contre le lock-out patronal

Dès le début du mois de janvier, une nouvelle forme de lutte est réapparue en France, quoique de manière embryonnaire et éphémère, avec la mise en place d'une **production sous contrôle ouvrier par les travailleurs de Philips à Dreux**. Pendant plusieurs jours, ils ont montré qu'il est possible de transgresser les lois de la propriété privée pour maintenir l'emploi et de faire repartir cette usine que le patron veut fermer uniquement pour augmenter ses profits³.

Le patron a voulu leur faire payer leur audace le 15/02 en fermant l'usine du jour au lendemain avant même que le « plan social » ait été validé — ce qui revient à un lock-out. Mais **les travailleurs ont repris immédiatement leur lutte**, combinant action judiciaire, présence massive et AG quotidiennes devant l'usine, montée à Paris pour soutenir la délégation reçue par le ministre Estrosi (18/02), audience médiatique de niveau national, soutien actif d'autres travailleurs en lutte, de syndicalistes combattifs et d'étudiants⁴. Le patron a cherché à imposer l'idée que la lutte était déjà perdue et qu'il n'y aurait plus jamais de production de téléviseurs à Dreux afin de pousser les syndicats à signer pour des indemnités. Le refus ferme et catégorique de la CGT Philips Dreux de négocier tant que le lock-out ne serait pas levé et le plan social annulé a été décisif. Quoique minoritaire, ce syndicat CGT combatif (dirigé par Manu Georget, qui est par ailleurs militant du NPA) a en effet montré qu'il était possible de se battre, même dans des conditions très difficiles, pour garder les emplois et non pour des indemnités plus ou moins importantes.



¹ Sauf dans le cas de Goodyear, où la lutte déterminée pour la défense de l'emploi, menée par un syndicat CGT lutte de classe, a permis deux fois (automne 2008 et été 2009) l'annulation de plans de licenciements par un tribunal.

² Pour une analyse plus développée, cf. nos articles dans *Au CLAIR de la lutte* n° 4 et 5.

³ Cf. notre article dans *Au CLAIR de la lutte* n° 5.

⁴ Cf. notre reportage dans notre *Lettre électronique* n° 4.

Le jugement du tribunal de Chartres ordonnant la réouverture de l'usine le 19/02 est une victoire non seulement pour les travailleurs de Philips, qui ont repris le travail la tête haute le 22, mais pour toute la classe ouvrière : elle montre que, grâce à la combativité des travailleurs depuis le début de la crise, le patronat ne peut pas encore recourir impunément à la méthode illégale du lock-out, même s'il est autorisé à licencier massivement en suivant les procédures du Code du travail.



Les travailleurs de Philips-Dreux savent que leur patron ne va pas pour autant renoncer à la fermeture de l'usine, mais ils vont pouvoir affronter le nouveau plan dans un rapport de forces plus favorable. Si certains espèrent ainsi obtenir de plus grosses indemnités de licenciements, d'autres veulent **rouvrir la discussion sur le contrôle ouvrier et la combiner au combat pour la nationalisation sans indemnités ni rachat de l'usine**, afin de sauver les emplois, voire d'en créer de nouveaux dans un département (l'Eure-et-Loir) où le taux de chômage officiel atteint 30%. Cette discussion est un enjeu politique majeur des prochaines semaines : sur la base d'un tel programme, et après cette première victoire, la poursuite et la radicalisation de la lutte à Philips Dreux pourraient avoir un effet d'exemple et d'entraînement pour tous les travailleurs en lutte contre les licenciements.

Grèves offensives

La grève des travailleurs sans-papiers pour l'égalité des droits avec les autres travailleurs, donc pour leur régularisation collective, se poursuit depuis quatre mois et demi. Leur courage et leur détermination, malgré la misère dans laquelle ils se retrouvent et les conséquences financières pour leurs familles, leurs communautés ou leurs villages d'origine (surtout en Afrique), sont d'autant plus admirables que la grève s'enlise politiquement à cause de la stratégie désastreuse de la direction CGT, qui refuse de l'étendre hors de la région parisienne, d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers, d'appeler les autres travailleurs à la soutenir et de faire ainsi de cette lutte un combat politique majeur contre le gouvernement. Le développement du soutien aux grévistes sans-papiers est d'autant plus crucial qu'ils sont confrontés à la répression de la police et de certains patrons, comme le montre l'agression des grévistes de Multipro à Paris 20^e par une milice patronale vendredi 19/02⁵.

La mobilisation des enseignants du 93, qui exige des créations de postes et refusent les contre-réformes du gouvernement, s'est construite par en bas, avec plusieurs journées de grève et de manifestations réussies et quelques cas de grèves reconductibles. Elle a permis d'imposer le soutien des directions syndicales en région parisienne, même si celles-ci n'ont en réalité rien fait pour étendre la grève au-delà du 93. Les directions nationales se gardent bien de mobiliser les enseignants de province qui reprennent le travail, mais elles ont été contraintes d'appeler à une « journée d'action » nationale le 12/03.

La grève des travailleurs d'Ikéa, en cours depuis le 09/02, est une grève offensive, puisqu'elle vise à imposer une augmentation collective des salaires de 4%. Elle est d'autant plus importante qu'il n'y a pas de tradition de lutte dans cette entreprise où le paternalisme a toujours régné pour faciliter le consentement des travailleurs à leur propre exploitation⁶.

De leur côté, **les travailleurs boulanger de Barilla Harry's, qui emploie 1600 salariés sur cinq sites, ont fait grève massivement du 19 au 22/02** pour exiger une augmentation des salaires, que le patron leur a partiellement concédée.

⁵ Sur la grève des travailleurs sans-papiers, cf. nos articles dans *Au CLAIR de la lutte* n° 4 et 5.

⁶ Sur la grève des travailleurs d'Ikéa et la lutte des enseignants du 93, cf. notre *Lettre électronique* n° 4.

De même, les bagagistes de la société Alyzia à Orly ont fait grève les 21 et 22/02 pour exiger des créations d'emplois et des augmentations de salaires.

De même encore, depuis le 23/02, les travailleurs de Vestalia, société de nettoyage qui travaille pour Renault, notamment au technocentre de Guyancourt, sont à leur tour entrés en grève pour exiger des augmentations de salaires.

À cela s'ajoute depuis le 22/02 la grève des contrôleurs aériens contre la restructuration de ce service public, la remise en cause de leur statut et des conditions de travail.

La grève générale d'une semaine dans les raffineries de Total, « suspendue » par une trahison de la CGT, montre la puissance de la classe ouvrière

Enfin et surtout, les travailleurs des six raffineries et d'une quinzaine de dépôts de Total ont réalisé une grève générale massivement suivie du 17 au 23/02. Il a fallu que la direction de la CGT (majoritaire et dirigeante de la grève) prétende que des « avancées » avaient été obtenues pour que les travailleurs décident la reprise du travail le 24/02, après des AG parfois houleuses, comme celle de Gonfreville l'Orcher où les grévistes de la première équipe consultée, tout comme le syndicat SUD, voulaient poursuivre la grève — avant qu'une seconde AG décide de l'arrêter comme sur les autres sites. En réalité, la direction de Total a certes promis qu'il n'y aurait pas d'autres fermetures de ses raffineries ces cinq prochaines années, mais elle n'est nullement revenue sur sa décision de fermer la raffinerie des Flandres à Mardyke près de Dunkerque. Or la grève générale des raffineries avait comme précisément comme premier objectif de soutenir la grève des travailleurs contre cette fermeture, commencée quant à elle le 12/01 avec un soutien massif de la population locale (manifestation de 2000 personnes à Dunkerque le 04/02). En laissant ces salariés isolés alors qu'il était possible de faire plier les patrons de Total et le gouvernement par la poursuite de la grève jusqu'à l'asphyxie du pays, les directions syndicales et notamment celle de la CGT ont donc bien trahi.



Il n'en reste pas moins que cette grève générale des raffineries Total est un événement d'une grande importance :

- Il s'est agi une **grève de solidarité** (d'autant plus significative que les travailleurs de Dunkerque ne seront pas licenciés, mais reclassés sur d'autres sites de Total).
- Il s'est agi en outre d'une **grève offensive dans la mesure où elle était préventive** : elle a mis expressément en avant l'exigence politique d'une garantie du maintien durable de toutes les raffineries du pays, contre la désindustrialisation et la mise en cause des acquis par le chantage à la délocalisation ou au nom de la concurrence des pays qui surexploite les travailleurs (en l'occurrence l'Arabie saoudite).
- De plus, **cette grève, initialement appelée pour deux jours seulement, a duré parce que les travailleurs l'ont décidé eux-mêmes et elle a commencé à s'étendre à deux raffineries d'Exxon** (le 23/02) lorsque la direction de la CGT a décidé d'y mettre fin.
- Enfin, il s'est agi objectivement d'une **grève politique** : non seulement l'État reste le premier actionnaire de Total (avec 38% du capital), mais surtout le ministre Estrosi et Sarkozy en personne sont intervenus directement car ils craignaient une paralysie du pays et un effet d'entraînement pour d'autres travailleurs de l'industrie ou des entreprises publiques (d'autant plus préoccupants avant les élections). De fait, **les travailleurs de Total ont prouvé la puissance potentiellement redoutable de la classe ouvrière dans les secteurs-clés de l'économie.**

Les travailleurs de la raffinerie des Flandres ont décidé de poursuivre la grève au moins jusqu'au 8 mars, jour du Comité central d'entreprise. Il est crucial de les soutenir pour qu'ils ne restent pas

isolés. Pour imposer le maintien de cette raffinerie (et des autres à plus long terme), il est vain de demander au gouvernement une « table ronde sur l'avenir du secteur énergétique en France », comme l'ont fait les directions syndicales de Total, préparant ainsi leur trahison : **l'avenir de la classe ouvrière et de l'outil industriel ne se discutent pas avec le patronat et le gouvernement qui veulent les disloquer !** Total est la plus grosse entreprise française et l'une des premières du monde, elle affiche chaque année des profits records (encore 7,8 milliards en 2009 malgré la crise), elle a été construite depuis des décennies avec des fonds publics et le soutien stratégique des plus hauts sommets de l'État impérialiste français, notamment pour organiser le pillage de l'Afrique. **Il est donc évidemment légitime que Total soit nationalisée sans indemnités ni rachat et placée sous le contrôle des ses travailleurs⁷.**

Appuyons-nous sur ce regain des luttes ouvrières pour préparer la lutte contre la réforme des retraites annoncée par Sarkozy

Le regain des luttes ouvrières de portée nationale, au-delà de leur objet immédiat, offre aussi de bonnes conditions pour préparer la résistance à la contre-réforme majeure des retraites prévue par Sarkozy (élévation de l'âge légal de la retraite et augmentation du nombre d'années de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein). Sachant qu'elle pourrait mettre le feu au poudre, Sarkozy a prudemment annoncé le report de cette réforme à l'automne plutôt qu'au printemps comme il l'avait dit initialement. Il veut ainsi s'assurer du soutien des directions syndicales, qui se plaignaient de sa méthode et demandaient à « négocier ». Sarkozy a voulu attendre notamment sur le congrès de la CFDT, qui aura lieu en juin, alors que des voix oppositionnelles s'y font entendre — de nombreux militants se souviennent que la trahison de 2003 leur avaient valu de nombreuses démissions et une réprobation durable de la part des travailleurs du public.

Pour nous, ce délai doit en tout cas permettre aux travailleurs de se préparer au mieux à combattre, sans attendre, la contre-réforme. Les directions syndicales appellent à une « journée d'action » pour le 23/03, sans autre perspective que de compter avant les « négociations » avec Sarkozy. Pour les militants lutte de classe, il s'agit d'**informer les travailleurs sur la gravité de ce qui se prépare, de développer un contre-argumentaire pour combattre le discours idéologique et les mensonges** par lesquels le gouvernement et les médias essaient d'ores et déjà de justifier la réforme soi-disant « inévitable ». Il faut en même temps **mener la discussion sur la façon de mettre en échec le gouvernement, en revenant sur les luttes de 2003 et sur celles de l'année dernière** et en montrant qu'il n'y a pas d'autre solution que de combattre pour la grève générale et l'auto-organisation des travailleurs, tout en interpellant les directions syndicales pour qu'elles rompent leurs « négociations » avec l'ennemi de classe et préparent la lutte frontale et décisive contre lui. Si une telle orientation était défendue systématiquement par les syndicats combatifs et les organisations d'extrême gauche, cela aiderait les travailleurs en lutte à mettre au pied du mur les directions syndicales, à déborder leur stratégie de collaboration et à imposer la convergence des luttes pour un affrontement d'ensemble avec le patronat et le gouvernement⁸.



⁷ Il est insuffisant de réclamer, comme le fait la direction du NPA, une « expropriation » : si celle-ci se faisait en indemnisant Total, cela ferait exploser la dette publique ; il faut au contraire confisquer non seulement ses profits, mais tout son capital. De plus, ne pas exiger le « contrôle ouvrier » revient à faire croire qu'une nationalisation bourgeoise, sans mise en cause du monopole des décisions par les chefs de tous les niveaux et de la division du travail, pourrait être une solution satisfaisante pour les travailleurs — alors que l'histoire des entreprises capitalistes publiques montre que ce n'est pas le cas, au-delà des acquis imposés par la lutte de classe de leurs travailleurs.

⁸ De ce point de vue, on ne peut que regretter que le NPA ait pris l'initiative d'une « déclaration commune » avec des « organisations et partis de gauche » qui se contente d'appeler à la journée d'action du 23/03 sans proposer la moindre stratégie pour faire échouer la réforme de Sarkozy, notamment sans la moindre critique de l'orientation collaboratrice des directions syndicales. Cf. <http://www.npa2009.org/content/d%C3%A9claration-commune-de-partis-et-organisations-de-gauche-en-d%C3%A9fense-des-retraites>

Pour la convergence des luttes : pour une coordination nationale



En s'appuyant sur le regain actuel des luttes ouvrières d'importance nationale, leur caractère plus offensif et plus avancé politiquement — même si cela doit encore se confirmer et s'approfondir, il est possible d'**œuvrer immédiatement à la coordination des luttes**. Il ne faut pas hésiter, mais tirer les leçons de l'année dernière, où la nécessité de ce combat avait été comprise trop tardivement par les travailleurs en lutte contre les licenciements : il avait fallu attendre le 31/07 pour une manifestation commune à l'appel des New Fabris à Châtellerault et la montée nationale du 17/09 à Paris, construite par en bas et combative, avait plus été le point d'orgue des luttes du premier semestre que le point de départ d'un débordement massif des directions syndicales.

Aujourd'hui, les travailleurs de la raffinerie Total de Dunkerque restent en grève malgré la trahison des directions syndicales nationales : ils ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'au 8 mars au moins, jour où se réunira le Comité central d'entreprise de Total. Ils ont plus que jamais besoin de notre soutien : il faut que l'audience nationale acquise par leur lutte se transforme en un facteur de victoire au compte de toute la classe ouvrière !



Le 10/02, 450 travailleurs de la CGT du Nord et du Pas-de-Calais, notamment des métallurgistes, en présence de militants d'autres syndicats, se sont réunis en meeting et ont adopté à l'unanimité un très bon appel qui interpelle les directions syndicales, dénoncent la stratégie des « journées d'action tous les 2, 3 ou 4 mois », proposent de lutter tous ensemble sur la base d'une plate-forme revendicative claire et estime « urgent d'impulser une mobilisation nationale interprofessionnelle puissante et durable (c'est-à-dire reconductible) avec comme objectif la grève générale » (cf. l'appel complet ci-dessous).

De plus, le syndicat CGT de Philips-Dreux lance, sur la base de la victoire obtenue par les travailleurs de cette usine, un appel à la convergence des luttes qui peut être un point d'appui important en ce sens (cf. ci-dessous).



De fait, les militants et les travailleurs en lutte peuvent œuvrer concrètement à la rencontre et à la jonction des travailleurs en lutte, qui supposent à la fois leur auto-organisation, la pression sur les directions syndicales et l'organisation du soutien le plus large dans la population. C'est la tâche des militants syndicaux lutte de classe et des partis qui se réclament de la classe ouvrière, à commencer par le nôtre, le NPA. C'est à cela que devrait servir essentiellement la campagne électorale — et c'est d'ailleurs la seule solution pour que des travailleurs et des jeunes s'y intéressent. Mais surtout, il faut battre le fer tant qu'il est chaud : la victoire des travailleurs de Philips, les grèves pour les salaires, la semaine de grève générale des raffineries et la poursuite de la grève à la raffinerie des Flandres offrent les conditions pour mettre en place dès maintenant le *premier noyau d'une coordination nationale des luttes ouvrières*.



Paris, 25 février 2010

1. Résolution adoptée à l'unanimité par les 450 participants du meeting de la CGT métallurgie du Nord et du Pas-de-Calais le 10/02 et de plusieurs syndicats du privé (agroalimentaire, chimie, construction) et du public (Sden, Énergie, DDE, Territoriaux)
2. Communiqué de la CGT Philips Dreux du 19/02 : victoire des salariés !
3. Communiqué de la CGT Philips Dreux du 22/02 : pour la convergence des luttes !

1. Résolution adoptée à l'unanimité par les 450 participants du meeting de la CGT métallurgie du Nord et du Pas-de-Calais le 10/02 et de plusieurs autres syndicats (agroalimentaire, chimie, construction, Éducation, Énergie, DDE, territoriaux)

Près de 450 militants représentant 262 bases réunies le 10 FEVRIER 2010 à SIN LE NOBLE (près de Douai) ont adopté à l'unanimité le discours présenté lors de ce meeting (étaient également présents à ce meeting des organisations syndicales de la FSU, SUD Rail et de l'UNEF).

Conformément aux décisions prises, une résolution issue du discours a été décidée et sera portée à la connaissance de la Confédération ainsi qu'aux organisations syndicales du pays qui se retrouvent en partie ou totalement dans cette résolution.

- ♦ **1 million de chômeurs** (*d'après le pôle emploi*) en fin de droit en 2010 dont plus de la moitié sont le résultat des licenciements et suppressions qui ont eu lieu en 2009.
- ♦ **350 000 à 400 000 licenciements et suppressions d'emplois supplémentaires** (au minimum) sont annoncés pour 2010, toujours d'après le pôle emploi et confirmés par l'INSEE. Aucune visibilité ne nous est donnée pour le second semestre 2010.

Pas une industrie n'est épargnée, que cela soit dans les activités de la métallurgie, de la chimie, de l'agroalimentaire, du textile, ... Dans ces conditions, comment ne pas s'interroger sur l'utilité des Assises de l'Industrie ? N'aurait-il pas fallu d'abord exiger l'arrêt immédiat des licenciements et des suppressions d'emplois massifs ?

Si la situation est préoccupante pour le Privé, elle l'est tout autant pour le Public !

En 2007, 100 000 emplois ont été supprimés dans le Public dont 20 000, rien que dans l'Enseignement. 34 000 postes seraient supprimés en 2010.

En tout, entre 2010 et 2012, 250 000 à 300 000 emplois sont appelés à disparaître. Rien que pour la loi HPST (c'est-à-dire l'Hôpital Public), l'on annonce 18 000 postes qui seraient appelés à disparaître.

Et pourtant il n'y a jamais eu autant de fric qui circule.

En 2008 : 83 milliards d'Euros de dividendes pour les actionnaires et 2009 s'annonce aussi bénéfique. A cela il faut y ajouter les stock-options, les parachutes dorés et produits financiers.

Si l'on y ajoute les 380 milliards de garanties financières attribués par l'État aux banques et les 7 milliards offerts à Renault et PSA, cela devient indécent de laisser croire qu'il n'y aurait pas de moyens pour satisfaire nos revendications qui sont :

- **l'arrêt des licenciements et suppressions d'emplois** aussi bien dans le Privé que dans le Public
- **la retraite pleine et entière à 55 ans pour les travailleurs du Privé** et cela sans conditions d'annuités
- **le retour aux 37 1/2 années de cotisations** pour l'ensemble des salariés du Public avec le maintien du principe de calcul du niveau des retraites sur les 6 derniers mois
- **l'augmentation des salaires et des pensions de 300 €** en guise de ratrappage de la perte du pouvoir d'achat des 20 dernières années pour les actifs et pour les pensions des retraités

Il est évident que l'on ne pourra pas gagner avec des mobilisations épisodiques et des journées d'action tous les 2, 3 ou 4 mois. C'est cette stratégie du syndicalisme rassemblé qui est responsable des échecs depuis plus d'une dizaine d'années.

On ne pourra pas également mobiliser sur un contenu revendicatif aussi flou qu'ambigu comme « le salaire décent », « une retraite digne » ou encore « pour des jours meilleurs »...

Contrairement aux déclarations de responsables nationaux, peut-être peu enclins à engager un véritable débat de fond, les militants, les syndiqués et les salariés ne demandent pas un débat en clivage majorité/opposition, mais surtout qu'on les écoute et que l'on prenne en compte leurs exigences.

Nous n'avons pas besoin de donneurs de leçons qui, toujours pour peut-être détourner notre attention, veulent nous enfermer dans un débat d'initiés en voulant nous taxer « de visionnaires bipolaires » (CCN du 26 janvier 2010) alors que nous demandons simplement le respect de la démocratie.

Personne n'a la science infuse, mais il faudrait être atteint de surdité et avoir la vue qui baisse pour ne pas comprendre qu'il devient **URGENT D'IMPULSER UNE MOBILISATION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE PUISSANTE ET DURABLE** (c'est-à-dire reconductible) avec comme objectif **LA GREVE GENERALE**.

Encore faut-il qu'il y ait la volonté et que l'on mette les moyens pour atteindre cet objectif.

2. Communiqué de la CGT Philips Dreux du 19/02

Victoire des salariés de Philips Dreux ! Le TGI de Chartres ordonne le redémarrage de la production.

À 5h30 ce matin, les salariés ont trouvé les grilles de l'usine fermées. Celles-ci n'ont été ouvertes qu'à 8h30. La grande majorité des 212 salariés a pu enfin pénétrer sur le site.

Des vigiles filtraient l'entrée, laissant pénétrer uniquement les salariés de l'entreprise. Seul un groupe de « jeunes sarkozystes » a bizarrement échappé à la vigilance des gardiens. Mais ils ont été vite raccompagnés par des salariés et des élus CGT.

À l'intérieur les salariés, escortés toujours par une quarantaine de vigiles, ont eu un choc en découvrant les nombreuses dégradations des locaux effectuées durant les 4 jours de lockout de l'usine : toilettes des femmes jonchées d'excréments, matériels informatiques et appareils photos servant à la fabrication volés, ordures traînant un peu partout...

Le reste de la journée a été vécu dans l'attente du jugement du Tribunal de Grande Instance de Chartres saisi en référé par le syndicat CGT Philips EGP Dreux et par l'Union Départementale FO. A 17h, celui-ci est enfin tombé. **Le TGI a donné entièrement raison aux syndicats et aux salariés de Philips !** Le Tribunal de Grande Instance a non seulement ordonné à la direction Philips a réouverture du site et la levée du lockout, mais aussi **la reprise du travail sous peine d'une astreinte de 25 000 €/jour**.

Le TGI a suspendu le PSE, estimant que les élus du CCE et du CE n'avaient pas été consultés. Il a demandé que la situation économique du site de Dreux soit examinée dans le cadre du périmètre « Customer lifestyle ». La direction de Philips a en plus été condamnée à payer 1000 € de dommages et intérêts aux syndicats CGT Philips EGP Dreux et à l'Union Départementale FO, ainsi que 2000 € au CCE de Philips et au CE de Dreux.

C'est une victoire totale pour les salariés de Philips Dreux !

Cette annonce a été accueillie par des applaudissements et des cris de joie par les salariés. L'internationale a même résonné un moment dans la cantine.

Lundi 22 février, nous retournerons donc au travail la tête haute, fiers de notre combat.

Nous venons de gagner une étape importante. Les salariés ont eu raison de ne pas tenir compte des lettres recommandées reçues samedi dernier leur demandant de ne plus venir travailler, et de revenir devant le site lundi 15 février et les jours suivants à l'appel de la CGT puis des autres syndicats. Cela montre qu'en se battant la classe ouvrière peut gagner et qu'une cause n'est jamais perdue d'avance.

Philips doit maintenant nous fournir du travail. Nous savons que notre combat n'est pas terminé. Et nous ne le gagnerons pas seuls

Nous dédions notre victoire à tous les salariés qui luttent en ce moment contre des suppressions d'emplois dans leur entreprise.

Camarades de Total, de Freescale, de Goodyear, de Sanofi-Aventis, de l'éducation nationale, de la SNCF, de Téléperformance, de TDF, de Fermoba (Cher), d'Hélio-Corbeil, des Chantiers Navals de Saint-Nazaire, de La Poste, sous-traitants automobiles, travailleurs sans-papiers... :

Tous ensemble, nous pouvons gagner et interdire les licenciements et les suppressions d'emplois.

La CGT Philips EGP Dreux - Vendredi 19 février 2010

3. Communiqué de la CGT Philips Dreux du 19/02

Reprise du travail à Philips Dreux : Les salariés savourent leur victoire

Alors que lundi dernier les salariés de Philips Dreux étaient quasiment licenciés, ils ont retrouvé ce matin leur poste de travail après une semaine de lockout.

À 5h30, l'équipe du matin est entrée sur le site dans une ambiance de fête, au milieu des slogans et des banderoles : « Gagner contre les patrons, c'est possible », « Philips Dreux, un exemple pour les travailleurs » ou encore « Philips, Total, Ikea : même combat. Tous ensemble contre le patronat »... Des étudiants de SUD et du NPA étaient venus les soutenir.

La direction avait renvoyé la plupart des vigiles. Ceux qui restaient se faisaient plutôt discrets, comme la direction du site qui ne s'est pas montrée de la journée.

Les chaînes de montage ont été redémarrées et 117 téléviseurs ont été produits dans la journée.

La sortie de l'équipe du matin à 12h30 s'est faite dans la même ambiance, au milieu d'une haie d'honneur.

**Les travailleurs de Philips Dreux ont gagné une bataille.
Il s'agit maintenant de pérenniser nos emplois sur le site.**

Tous les stocks ont été écoulés. Le problème est maintenant de les réapprovisionner.

Les membres du CCE de Philips et du CE de Dreux ont annoncé qu'ils considéraient la réunion du CCE prévue vendredi 26 février comme caduque. Et cela tant que la direction présentera son même projet de fermeture du site de Dreux et ne prendra pas en compte le périmètre Customer Lifestyle, dont fait partie Philips EGP Dreux et qui dégagé des bénéfices.

Nous sommes conscients que notre combat ne fait que commencer. La direction de Philips n'a toujours pas renoncé à fermer le site. Mais nous avons montré que nous, les travailleurs, pouvons la faire reculer si nous nous montrons déterminés et solidaires.

C'est la lutte d'ensemble qui permettra de garantir nos emplois et d'interdire les licenciements.

Pour gagner, il nous faudra trouver le lien avec les salariés des autres entreprises menacés de licenciements ou de suppressions d'emplois.

Et ils sont nombreux, dans le privé comme le public : Total, Freescale, Goodyear, Sanofi-Aventis, Education Nationale, SNCF, Téléperformance, TDF, les Chantiers Navals, La Poste, les Hôpitaux...

Mais aussi dans des entreprises moins connues : Altis, Gima, M-Real, Fermoba, Hélio, PTPM et les nombreux sous-traitants automobiles menacés de fermeture. Ou encore les 6000 travailleurs sans-papiers en grève depuis 4 mois.

Cette convergence des luttes, c'est la tâche qui nous attend dans les jours et les semaines qui viennent.

La CGT Philips EGP Dreux – Lundi 22 février 2010

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63